
69ème Édition

REVUE DE PRESSE

Sécurité & Défense



ASSOCIATION PANTHÉON- SORBONNE SÉCURITÉ- DÉFENSE

Rédacteurs:

Amzina DAOUSSA DEBY, Bastien POULIQUEN, Elina RIBEIRO DA COSTA,
Julien DEBIDOUR LAZZARINI, Lucie SCARNIERE, Melwan ELAKAD et
Sami SUDICI BELHADJ-SALAH



69ème Édition

Sécurité & Défense

Sommaire:



1. Afrique

- 1.1. Afrique de l'ouest : Le terrorisme ne faiblit pas
- 1.2. En Afrique, des Etats s'effacent derrière les sociétés militaires privées



2. Amérique

- 2.1. Etats-Unis : Le Président Trump en tournée au Moyen-Orient
- 2.2. Avancée stratégique dans la défense antimissile américaine via l'initiative Golden Dome



3. Asie

- 3.1. Le Président Emmanuel Macron tente d'instaurer une "troisième voie" en Asie du Sud Est
- 3.2. Coopération Chine - Cambodge : Exercice "Golden Dragon 2025"



4. Europe

- 4.1. Le Chancelier allemand souhaite mettre un terme à la limitation de la portée des armes en Ukraine
- 4.2. L'Europe lance un fonds de 150 milliards d'euros pour sa défense commune



5. Focus

- 5.1. Guerre informationnelle et légitimité électorale : le cas de la présidentielle roumaine de 2025





1.1. Afrique de l'ouest : Le terrorisme ne faiblit pas

Le 17 avril 2025 l'armée béninoise enregistre la mort de 54 de ses soldats lors d'une attaque terroriste dans le parc national W, situé au nord du pays à la frontière avec le Burkina Faso et le Niger.

Cette attaque survient après celle de janvier, ayant causé la mort d'une quarantaine de soldats, un bilan déjà lourd comparé aux précédentes années.



Le Bénin, se trouve être une cible plus récurrente d'attaques terroristes. Les dernières attaques majeures ont eu lieu au parc national W en 2022 et ont causé la mort de 12 individus. Du point de vue du Bénin, membre de la Cédéao, le manque de coopération avec le Niger et le Burkina Faso, ne permet pas de lutter efficacement contre le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulman (GSIM), ennemi commun du Niger, Mali, Burkina Faso, Togo, Bénin et Ghana. Cette organisation terroriste se montre particulièrement active dans la région, le 11 mai 2025 a eu lieu une attaque de grande envergure au Burkina Faso dans la ville de Djibo au nord du pays, faisant plus de 100 morts. Tous ces pays étaient autrefois membres de la Cédéao, une organisation économique régionale incluant un volet sécuritaire.

Cependant, le départ l'organisation du Mali, du Burkina Faso et du Niger en janvier 2025 afin de privilégier la coopération entre ces trois pays, notamment via l'Alliance des Etats du Sahel (AES) fondée en 2023 met à mal la coopération régionale. Toutefois, cela ne signifie pas une rupture totale de coopération entre les Etats qui ont souhaité créer leur propre organisation et ceux membres de la Cédéao : en mars 2025, le Président Ghanéen John Dramani Mahama s'est rendu au Niger et a réaffirmé avec le chef de la junte au pouvoir Abdourahamane Tiani la volonté des deux pays de coopérer dans la lutte antiterroriste.

Par Prénoms NOMS

Sources:

- IRIS : "Frontières et menaces transfrontalières au sahel et en afrique de l'ouest – penser la menace terroriste dans l'espace", Octobre 2023 ;
- AP News : "More than 100 killed in jihadi attack in northern Burkina Faso", AP News ;
- Ouest France : "Une attaque jihadiste fait 44 morts dans le sud-ouest du Niger", 21/03/2025 ;
- France 24 : "Au Bénin, plus de cinquante militaires tués dans une récente attaque jihadiste", 24/04/2025 ;
- Le Monde : "Nord du Bénin : le manque de coopération avec le Burkina Faso et le Niger ouvre la voie aux djihadistes", 25/04/2025.





1.2. En Afrique, des Etats s'effacent derrière les sociétés militaires privées

Le départ progressif des forces françaises du continent africain, notamment sous la pression de la guerre informationnelle en partie contrôlée par la Russie, laisse systématiquement un vide que les Etats concernés compensent de plus en plus par le recours à des sociétés militaires privées (SMP).



Si le recours par les junte au pouvoir au Mali ou au Niger aux mercenaires russes du groupe Wagner puis de l'Africa Corps est désormais bien connu, l'emploi de SMP d'autres origines semble de plus en plus admis dans nombre d'Etats d'un continent pourtant marqué du traumatisme du recours au mercenariat, symbolisé par des figures telles que Bob Denard.

Désormais employées comme prestataires et supplétifs étatiques, des SMP britanniques et américaines investissent le terrain africain, par exemple au Bénin où l'américain Amentum appuie l'armée régulière avec le soutien officiel du département d'Etat américain. Autre puissance en lice sur le continent, la Chine n'est plus en reste avec désormais six SMP distinctes présentes sur place, le plus souvent pour protéger des infrastructures et investissements chinois, l'Etat chinois étant leur actionnaire majoritaire.

Ce soutien des pays d'origine illustre l'utilité que trouvent certains Etats à soutenir le déploiement de SMP en Afrique, voyant en elles des outils d'influence et de soft power. Mais cela ne semble pas être le cas en France, où les activités des SMP, très fortement contrôlées, restent largement rejetées. Le recrutement d'anciens militaires français par des SMP anglo-saxonnes prisés pour leur expérience sur le continent africain et leur maîtrise du français inquiète ainsi l'Etat-major des armées, qui craint que ces français n'attirent contre la France des soupçons de présence militaire irrégulière et non assumée, et in fine, d'agenda caché.

Par Prénoms NOMS

Sources:

-RFI : "La France embarrassée par ses anciens soldats employés en Afrique par des sociétés militaires privées", 26/05/2025 ;

-RFI : "L'essor des sociétés militaires privées chinoises à l'international", 15/04/2025.





2.1. Etats-Unis : Le Président Trump en tournée au Moyen-Orient

Du 13 mai au 16 mai 2025, Donald Trump a effectué une tournée dans plusieurs pays du Moyen-Orient, principalement pour réaffirmer des partenariats économiques entre les pétromonarchies et les Etats-Unis.

Lors de son premier jour, Donald Trump s'est rendu en Arabie saoudite. Il a manifesté une position conciliante à l'égard du royaume, en autorisant l'exportation de semi-conducteurs haut de gamme et en assouplissant les règles portant sur l'exportation de matériel militaire.

Donald Trump fait également part de son souhait de voir l'Arabie saoudite intégrer les accords d'Abraham, qui pourront permettre une normalisation des relations diplomatiques avec Israël. Cependant, l'Arabie saoudite conditionne la signature de ces accords par la reconnaissance d'un Etat palestinien selon les frontières de 1967 par Israël. Donald Trump a également rencontré Ahmed al-Charaa à Ryad, il a annoncé son intention de lever les sanctions américaines à l'encontre de la Syrie, notamment l'embargo sur les produits pétroliers et l'exclusion des banques syriennes du système de paiement SWIFT.

Au total, 1,2 billion de dollars d'investissements ont été conclus durant la tournée. Enfin, Donald Trump ne s'est pas rendu en Israël, probablement en raison de l'accumulation des divergences avec Benjamin Netanyahu.

Donald Trump s'est ensuite rendu au Qatar, il a souligné l'importance du rôle du Qatar en tant que médiateur du dialogue avec l'Iran, la nécessité d'obtenir un accord à propos du nucléaire iranien et a visité la base américaine d'Al Udeid. Le président américain a terminé sa tournée par une visite aux Emirats arabes unis, pour conclure de grands contrats d'investissements et d'achats de 13 milliards de dollars, entre Boeing, GE Aerospace et Etihad Airways. Un accord d'exploitation à hauteur de 60 milliards de dollars est également prévu entre ExxonMobil et l'ADNOC, une compagnie pétrolière émiratie.



Par Prénoms NOMS

Sources:

- IFRI : "Donald Trump joue les équilibristes lors de sa tournée au Moyen-Orient", 14/05/2025 ;
- Le Grand Continent : "Pourquoi Trump a-t-il annoncé son intention de lever les sanctions sur la Syrie ?", 15/05/2025 ;
- France 24 : "Donald Trump a demandé au président syrien Ahmed al-Charaa de normaliser les liens avec Israël", 14/05/2025 ;
- Euronews : "Trump achève sa tournée dans les pays du Golfe et annonce des accords de 1 200 milliards de dollars", 15/05/2025.





2.2. Avancée stratégique dans la défense antimissile américaine via l'initiative *Golden Dome*

L'initiative Golden Dome représente une avancée décisive dans la stratégie de défense des États-Unis, visant à contrer les menaces émergentes, notamment les missiles hypersoniques et ceux lancés depuis l'espace. Ces armes, capables de dépasser Mach 5 tout en effectuant des manœuvres imprévisibles, rendent obsolètes les systèmes d'interception classiques. En réponse, le projet Golden Dome propose une architecture de défense à plusieurs niveaux, combinant des technologies terrestres et spatiales.



Au cœur de ce dispositif figurent des capteurs et intercepteurs spatiaux. Ces éléments permettront de détecter et de neutraliser les menaces plus tôt dans leur trajectoire, étendant ainsi la portée défensive tout en renforçant l'espace comme domaine stratégique, en adéquation avec les missions de l'U.S. Space Force.

Un financement initial de 25 milliards de dollars a été validé par le Congrès, amorçant la mise en œuvre d'un programme dont le coût global est estimé à 175 milliards de dollars. Toutefois, certaines projections anticipent une facture finale pouvant atteindre 540 milliards, rappelant les dépassements budgétaires de programmes antérieurs tels que le F-35. Les technologies clés étant encore à l'état expérimental selon la DARPA, les délais et les coûts pourraient en être impactés.

Sur le plan international, des partenaires comme le Canada sont incités à participer, notamment dans le cadre de NORAD. À l'inverse, la Chine et la Russie ont exprimé de vives inquiétudes, dénonçant une potentielle militarisation de l'espace susceptible de déséquilibrer l'ordre stratégique mondial.

En définitive, le Golden Dome illustre à la fois une ambition technologique et une posture géopolitique affirmée. Néanmoins, son succès dépendra de sa faisabilité opérationnelle, de la coordination internationale et de la maîtrise budgétaire à l'horizon 2029.

Par Amzina DAOUSSA DEBY

Sources:

- Bloomberg Government : "Defense budget analysis: Potential overruns in large-scale projects", 2025 ;
- Defense News : "Golden Dome's impact on U.S. space defense", 2025 ;
- Reuters : "U.S. \$175 billion defense system for hypersonic missile threats", 2025.
- The Guardian : "Trump announces 'Golden Dome' missile defense project", 2025.





3.1. Le Président Emmanuel Macron tente d'instaurer une "troisième voie" en Asie du Sud Est

Le Président Emmanuel Macron vient de débiter une tournée en Asie du Sud-Est. Son point de départ se trouve être le Vietnam où il s'est rendu ce lundi 25 et mardi 26 mai. Cette visite a pour ambition d'affirmer le partenariat signé entre les deux pays en octobre 2024. De ce fait, des journaux vietnamiens ont déclaré dans la presse : "Cette visite démontre l'importance et le ferme engagement des hauts dirigeants de chaque pays à développer les relations bilatérales, en concrétisant et en rendant effectif le 'partenariat stratégique global' Vietnam-France."



Ainsi, le partenariat se concentre sur des aspects commerciaux mais également militaires. En effet, la France n'est actuellement que le 24e partenaire commercial du Vietnam dont la croissance a dépassé les 7 % en 2024, laissant entrevoir de nouveaux marchés. Cette visite cherche à tirer profit de la menace de Washington d'imposer des droits de douane à hauteur de 46 % au Vietnam et de 50 % sur les produits de l'Union européenne. À cela s'ajoutent des accords signés qui permettent à Airbus de fournir vingt appareils A330 à la compagnie à bas coût Vietjet mais également une coopération autour des satellites et la participation à la construction d'un terminal portuaire par la CMA-CGM. Le contrat s'élevant à "9 milliards d'euros" selon le SCMP. Emmanuel Macron a également proposé "Le soutien de la France à la liberté de navigation" et profite ainsi d'offrir une garantie de sécurité face à la Chine et ses ambitions stratégiques en mer de Chine méridionale. Ainsi, un partenariat de défense plus élargi devrait se mettre en place.

La France tente ainsi de développer une diplomatie de la "troisième voie" qui se situe entre Pékin et Washington. Emmanuel Macron continuera de proposer cette voie dans d'autres pays d'Asie du Sud-Est, notamment l'Indonésie et Singapour.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

-*Courrier International* : "En visite au Vietnam, Emmanuel Macron vante sa troisième voie, entre Pékin et Washington", 26/05/2025 ;

-*Le Monde* : "Au Vietnam, Emmanuel Macron veut profiter du big bang réformateur en cours pour favoriser les investissements français", 25/05/2025 ;

-*RFI* : "La tournée d'Emmanuel Macron en Asie du Sud-Est, entre enjeux économiques et stratégiques", 26/05/2025.





3.2. Coopération Chine - Cambodge : Exercice “Golden Dragon 2025”

Du 14 au 28 mai 2025, les forces armées cambodgiennes et chinoises ont conduit l'exercice conjoint « Golden Dragon 2025 ». Ce sont les plus importantes manœuvres conduites à ce jour dans le cadre de leur coopération bilatérale. Plus de 2 000 soldats, dont environ 760 Chinois, ont été déployés dans les provinces de Kampong Chhnang et Preah Sihanouk.



Les opérations ont mobilisé des unités terrestres, maritimes et aériennes autour d'un poste de commandement conjoint et d'un état-major binational. Cela illustre la montée en puissance des capacités interarmées et une interopérabilité renforcée entre les deux forces. L'exercice s'est centré sur des scénarios de lutte contre le terrorisme et de gestion de crise, comme la simulation d'une attaque contre une coentreprise sino-cambodgienne avec prise d'otages et réponse tactique multidimensionnelle. Ce type d'exercice s'inscrit dans un renforcement des compétences opérationnelles des forces armées royales cambodgiennes, en contrepartie d'une diffusion des standards chinois en matière de commandement et de manœuvre. Il confirme la dépendance croissante du Cambodge à l'égard de la Chine, devenue son principal fournisseur militaire et investisseur stratégique. “Golden Dragon 2025” illustre une stratégie chinoise plus large de présence régionale active, qui combine coopération sécuritaire bilatérale et implantation progressive dans des États partenaires. À ce titre, il est surveillé de près par les États-Unis et plusieurs membres de l'ASEAN, alors que Phnom Penh tente simultanément de renouer un dialogue sécuritaire avec Washington. L'édition 2025 confirme que la Chine entend utiliser ce format pour asseoir une influence directe en Asie du Sud-Est, tout en testant ses capacités de projection et de coordination sur des théâtres extérieurs.

Ce partenariat militaire s'inscrit dans un ensemble plus vaste de projets d'infrastructures et de soutien sécuritaire, qui inclut notamment la modernisation de la base navale de Ream. Par la multiplication de ces exercices conjoints, Pékin cherche à établir des dépendances stratégiques durables tout en consolidant ses lignes d'influence dans le bassin indo-pacifique.

Par Bastien POULIQUEN

Sources:

-Xinhua.net : “La Chine et le Cambodge organisent un exercice militaire conjoint”, 08/05/2025 ;

-AP News : “Cambodia hosts China for their latest and largest joint military exercise”, 14/05/2025 ;

-Global Times : “China, Cambodia conduct live-force land-air drill, wrapping up whole joint exercises”, 28/05/2025.





4.1. Le Chancelier allemand souhaite mettre un terme à la limitation de la portée des armes en Ukraine

Lors d'un forum organisé par la chaîne de télévision publique allemande WDR, lundi 26 mai, le chancelier allemand Friedrich Merz a déclaré : "Il n'y a plus de limitations sur la portée des armes livrées à l'Ukraine" et pour celles livrées tant par l'Allemagne que par la France ou par le Royaume-Uni.



L'argument principal avancé est la possibilité pour l'Ukraine de se défendre à distance et ainsi d'attaquer des bases militaires russes directement de son territoire. Cette diminution des restrictions a commencé en novembre 2024 lorsque les Etats-Unis, encore sous le mandat de Biden, avaient autorisé l'Ukraine à utiliser le système d'artillerie M142 HIMARS pouvant tirer des missiles ayant une portée de 300 km et ainsi atteindre la Russie. En effet, jusqu'alors ces missiles étaient réservés seulement pour les territoires occupés par les forces russes.

L'ancien chancelier allemand Olaf Scholz s'était fermement opposé à cette autorisation, préférant essayer d'éviter une escalade entre les deux belligérants. Ainsi, un flou persiste aujourd'hui concernant une possible livraison de Taurus par l'Allemagne. Ce flou a pour but de créer une "ambiguïté stratégique" afin de ne pas donner d'indications au Kremlin. De ce fait, la Russie a dénoncé cette décision et annonce que cette dernière se fait contre sa volonté.

Cette annonce de Friedrich Merz prend place dans un contexte tendu à la suite d'une vaste attaque aérienne russe dans la nuit du 25 au 26 mai. Au total, 355 drones ont été téléguidés et 9 missiles de croisière ont été tirés sur les régions de Kiev, Odessa, Zaporijjia, Dnipropetrovsk et Khmelnytsky.

Par Elina RIBEIRO DA COSTA

Sources:

-*Courrier International* : "Friedrich Merz annonce la fin des "limitations de portée des armes livrées à l'Ukraine"", 26/05/2025 ;

-*Opex 360* : "L'Allemagne va-t-elle livrer des missiles Taurus à l'Ukraine sans restriction d'emploi ?", 26/05/2025 ;

-*France Info* : "Guerre en Ukraine : le chancelier allemand Friedrich Merz affirme que les alliés occidentaux ne fixent plus de limitation sur la portée des armes livrées à Kiev", 26/05/2025.





4.2. L'Europe lance un fonds de 150 milliards d'euros pour sa défense commune

Le 27 mai 2025, le Conseil de l'Union européenne a officiellement adopté le programme SAFE (Security Action for Europe), un fonds de 150 milliards d'euros destiné à renforcer la souveraineté et les capacités de défense du continent face aux menaces géopolitiques croissantes



Ce mécanisme financier repose sur des emprunts conjoints réalisés par l'UE sur les marchés, grâce à la solide crédibilité budgétaire dont elle bénéficie. Notée AAA par les principales agences de notation (Fitch, Moody's et Scope), la Commission européenne peut accéder à des taux d'intérêt particulièrement avantageux. Cela permet à certains États membres d'obtenir, via SAFE, des prêts à long terme à des conditions bien plus favorables que s'ils empruntaient eux-mêmes. SAFE cherche ainsi à stimuler l'industrie européenne de défense et à renforcer l'interopérabilité entre les forces armées des États membres. Les projets financés devront respecter une clause « Buy European » : au moins 65 % de la valeur des contrats devront provenir d'entreprises établies dans l'UE, l'Espace économique européen ou en Ukraine. Des pays tiers comme le Royaume-Uni pourront également participer s'ils ont signé un partenariat de sécurité et de défense avec l'UE. Les investissements éligibles couvrent un large éventail de domaines : munitions, systèmes d'artillerie, défense aérienne et antimissile, drones, cybersécurité, intelligence artificielle, capacités navales et spatiales...

SAFE s'inscrit dans l'initiative plus large « ReArm Europe » (ou « Readiness 2030 »), qui ambitionne de mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros pour renforcer l'autonomie stratégique de l'Union Européenne. Face à l'incertitude du soutien militaire américain et à l'agression russe en Ukraine, ce fonds marque un tournant vers une défense européenne plus indépendante. En adoptant SAFE, l'Union Européenne franchit une étape majeure vers une politique de défense commune, affirmant sa volonté de protéger ses citoyens et ses intérêts avec des moyens propres et coordonnés.

Par Prénoms NOMS

Sources:

-Conseil Européen : "Instrument SAFE: le Conseil adopte un montant de 150 milliards d'euros pour stimuler les acquisitions conjointes dans le domaine de la sécurité et de la défense européennes", 27/05/2025 ;

-Reuters : "EU ministers approve new 150 bln-euro arms fund", 27/05/2025 ;

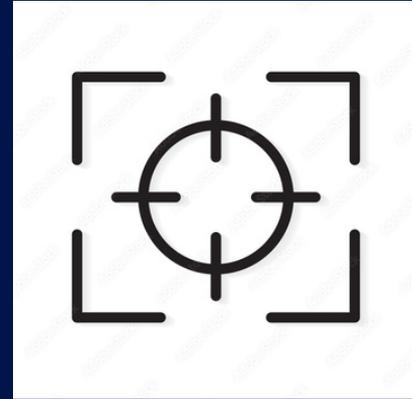
-Euronews : "Accord définitif de l'UE pour des achats d'armements en commun", 21/05/2025.





5.1. Guerre informationnelle et légitimité électorale : le cas de la présidentielle roumaine de 2025

Le second tour de l'élection présidentielle roumaine de mai 2025 a mis en évidence l'amplification des dynamiques propres aux modes opératoires de la guerre informationnelle dans les processus électoraux européens. Le scrutin, marqué par la victoire de Nicușor Dan (candidat pro-européen) a été accompagné d'une série d'accusations d'ingérences étrangères, d'abord russes (lors de l'annulation du premier tour des élections en novembre 2024) puis françaises.



L'affaire s'est cristallisée autour des déclarations de Pavel Durov, fondateur de Telegram, actuellement mis en examen en France. Ce dernier accuse publiquement sur X la DGSE d'avoir exercé des pressions pour censurer des voix conservatrices roumaines. Ces déclarations, démenties par les services français et roumains, s'inscrivent dans une séquence informationnelle visant à susciter la méfiance envers les institutions européennes. L'association de ces propos avec une telle figure médiatique crée un effet de contamination symbolique (biais de confirmation) susceptible d'affaiblir la perception de neutralité du processus électoral.

Ce type d'offensive informationnelle (accompagnée par la republication de ces mêmes propos par de nombreux acteurs politiques et/ou influents dans la sphère européenne et au-delà) relève d'une logique de guerre cognitive, visant à manipuler la perception des opinions publiques par la diffusion d'allégations de collusion ou d'ingérence. Cette approche s'inscrit dans une stratégie de délégitimation et d'érosion de la confiance envers les institutions étatiques.

La situation post-électorale, avec un recours constitutionnel lancé par le candidat Simion et des accusations de « coup d'État », ciblant directement la France, témoigne d'une tentative d'exploitation de l'incertitude. L'accusation publique sans preuve formelle (forme de diffamation sur le plan « étatique ») devient ici une arme cognitive, dont la finalité est moins la véracité que l'effet psychologique sur les citoyens (effet de première exposition : nous retenons plus la première information que nous voyons) et la crédibilité institutionnelle (loi de Brandolini : « la quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des sottises [...] est supérieure [...] à celle nécessaire pour les produire »).

Par Julien DEBIDOUR LAZZARINI

Sources:

- L'express : "Présidentielle en Roumanie : Pavel Durov réitère ses accusations contre le chef des services secrets français", 27/05/2025 ;
- 20 Minutes : "Telegram : Pavel Durov se lâche une nouvelle fois contre la France", 28/05/2025 ;
- La Nouvelle Tribune : "Un milliardaire accuse la France de manipulation d'élection", 28/05/2025
- Le figaro : "Présidentielle en Roumanie : les renseignements roumains démentent la venue du patron de la DGSE française avant le scrutin", 31/05/2025.
- Le monde : "A quoi joue Pavel Durov, le fondateur de Telegram qui accuse la France d'ingérence en Roumanie ?", 23/05/2025.



